

Seul le prononcé fait foi

**DISCOURS PRESIDENTE
ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE
15 DECEMBRE 2025**

Mesdames... Messieurs... les Conseillers départementaux... chers collègues...

Monsieur le Contrôleur général Directeur des services départementaux d'incendie et de secours ...

Monsieur le Président de la Chambre interdépartementale d'Agriculture Doubs – Territoire de Belfort ...

Monsieur le Payeur départemental, par intérim

Chers collaborateurs du Département...

Mesdames... Messieurs...

Mes chers collègues,

Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est bien sûr pour adopter le budget primitif 2026.

C'est l'un des actes les plus structurants de la vie démocratique d'un Département.

Un moment où se dévoile une vision, où se confirment des choix, où se décide la manière dont un territoire va tenir debout dans une époque qui, elle, ne tient plus très bien l'équilibre.

Mais cette année, cette assemblée ne se réunit pas seulement pour voter un budget.

Elle se réunit dans un moment de vérité.

Un moment où l'incertitude n'est plus une parenthèse mais un climat permanent.

Un moment où la défiance monte plus vite que les réponses.

Un moment où les colères, parfois légitimes, se mêlent à des peurs plus profondes, jusqu'à faire vaciller les certitudes les mieux ancrées.

Dans un tel contexte, notre devoir dépasse la technique budgétaire.

Nous sommes ici pour réintroduire de la clarté, là où l'obscurité progresse.

Pour redonner du sens, là où le brouillard s'étend.

Pour réaffirmer que l'action publique, lorsqu'elle est assumée, cohérente et fidèle à sa mission, demeure l'un des repères de notre République.

C'est pourquoi, avant d'entrer pleinement dans nos travaux, je veux saluer trois figures dont la disparition récente nous oblige à nous hisser, justement, à cette hauteur-là.

Il y a d'abord Jacques Hélias.

Lui rendre hommage n'est pas simple tant il était rétif aux honneurs et aux discours.

Mais ses mandats de vice-président du département, de maire de Montbéliard et de président de l'agglomération parlent pour lui.

Et, plus encore, son action exigeante, patiente et fidèle au service de sa ville.

Ses combats étaient à son image : entiers, sincères, menés sans compromis mais toujours tournés vers les autres.

Un homme entier et profondément humain, attaché à Montbéliard comme on l'est à une part de soi.

C'est ainsi que je me souviendrai de lui.

Nous avons perdu aussi Jean-François Humbert.

Jean-François était un homme droit, exigeant, fidèle à l'éthique républicaine.

Il portait cette force tranquille de ceux qui savent ce que signifient l'effort, le mérite et le service.

Conseiller départemental du canton du Russey, président de la Région Franche-Comté, sénateur du Doubs, il a exercé toutes ses responsabilités avec sérieux et loyauté.

Et il restera comme l'un des premiers à dire clairement ce que d'autres n'osaient pas encore affirmer : la République ne transige pas avec les extrêmes.

J'ai eu l'honneur de siéger à leurs côtés. Je peux donc affirmer que la République a besoin, de ces femmes et de ces hommes, pour qui l'engagement n'est pas une posture, mais une exigence. Pas pour soi, mais pour les autres.

Et puis il y a eu Laure.

Laure avait 32 ans. Elle vivait à Besançon.

Elle était une jeune femme de notre territoire, de nos rues, de nos vies quotidiennes.

Son prénom a été lancé brutalement dans l'actualité, avant même que l'on connaisse son histoire.

Laure a été assassinée par un ex-compagnon.

C'est un féminicide de plus. Un féminicide de trop.

Mais derrière son prénom, il y avait une vie, un visage et, aujourd'hui, une famille brisée.

Et c'est son souvenir, comme celui de toutes celles qui ne sont plus là, qui nous oblige.

Ces trois disparitions dressent un miroir douloureux.

D'un côté, l'engagement, la fidélité, le service.

De l'autre, l'inacceptable violence qui gangrène notre société.

Aussi, au nom de notre assemblée, je vous invite à vous lever pour leur rendre hommage et à partager un moment de recueillement, pour que leur souvenir éclaire notre engagement, notre action et notre responsabilité.

(Minute de silence)

Merci.

Ces disparitions, par ce qu'elles disent, à la fois de la fragilité de la vie et de la dignité de l'engagement public, nous ramènent à l'essentiel.

A ce lien profond entre l'action publique et les existences qu'elle accompagne.

Elles nous rappellent que notre responsabilité n'est jamais théorique, jamais distante, jamais froide.

L'action publique est une présence.

Elle est ce qui soutient quand tout vacille.

Elle est ce qui protège quand plus rien ne protège.

Elle est parfois la dernière digue entre une vie qui tient et une vie qui bascule.

C'est aussi ce que nous disent certains actes qui marquent l'actualité récente.

Ce week-end, l'attentat antisémite de Sydney, nous rappelle, avec brutalité, jusqu'où peut aller la haine, faisant de nombreuses victimes innocentes.

Cette violence aveugle, où qu'elle frappe, nous oblige collectivement.

Plus près de nous, lorsqu'un collège public est volontairement incendié, comme cela a été le cas en Côte-d'Or, ce n'est pas seulement un simple fait divers.

Un collège, c'est un lieu de protection, de transmission, de confiance.

L'attaquer, c'est s'en prendre à ce que la République a de plus fragile et de plus précieux à la fois.

Je veux dire ici notre solidarité pleine et entière à notre collègue François SAUVADET, président du Département de la Côte-d'Or, aux équipes éducatives, aux élèves et à leurs familles.
Face à ces violences qui abîment, qui détruisent, qui frappent parfois au hasard, notre responsabilité est de ne jamais détourner le regard.

Notre responsabilité est de transformer l'émotion en action, l'indignation en protection, la solidarité en politiques publiques concrètes.

C'est avec cette conscience-là, avec ce sens presque organique de ce que nous devons aux victimes, que nous avons signé, le 25 novembre, aux côtés de quatorze partenaires, le nouveau plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.

Un plan qui n'a rien d'un geste symbolique.

Ce plan dit clairement qu'ici, dans le Doubs, protéger n'est pas une option, mais notre devoir républicain.

C'est ce même état d'esprit de responsabilité qui nous guide dans l'ensemble de nos actions.

Comme il nous guide face à la crise de la dermatose nodulaire contagieuse.

Cette crise est venue frapper au cœur notre monde agricole.

Un monde qui porte puissamment, une part de ce que nous sommes.

Une part de notre ADN.

Cette crise touche d'abord des éleveurs, des exploitations, des familles, souvent fragilisées, confrontées à l'inquiétude, à l'attente, à l'épreuve.

À celles et ceux qui sont directement concernés, je veux dire ici la solidarité pleine et entière du Département.

Mais, cette crise, elle touche aussi celles et ceux qui luttent contre cette maladie.

Et à eux aussi, je veux réaffirmer notre soutien.

Depuis des mois, les acteurs de la profession agricole — éleveurs, vétérinaires, Groupement de Défense Sanitaire, Chambre d'agriculture — ont fait, et font encore, preuve d'un engagement remarquable.

Ils ont expliqué, rassuré, formé, alerté.

Ils l'ont fait malgré la fatigue, malgré les tensions, malgré des accusations qui ne rendaient justice, ni à leur professionnalisme, ni à la gravité de la situation.

Ils ont tenu, parce que tenir est, pour eux, une manière d'être fidèle à leur métier, autant qu'à leur territoire.

Mais dans ces moments difficiles, nous avons aussi vu surgir autre chose.

Des appels à la défiance, des accusations sans fondement, des violences verbales, parfois physiques, nourries par les réseaux sociaux.

Une manière de jeter de l'huile sur le feu alors que nos éleveurs, eux, avaient besoin de calme, d'appui et d'accompagnement.

Je veux le dire clairement.

On peut être dans la colère, et c'est légitime.

On peut être dans l'inquiétude, et c'est humain.

Mais on ne peut pas s'autoriser à fracturer davantage un monde agricole déjà mis à rude épreuve.

Devant la commission sénatoriale, coprésidée par notre collègue Sénatrice Annick JACQUEMET, qui mène une mission d'information sur les enseignements pouvant être tirés de la gestion de cette crise, j'ai tenu, la semaine dernière, à témoigner de cette réalité.

J'ai également écouté avec attention les témoignages des autres départements touchés par le virus, notamment ceux des deux départements de Savoie.

De leurs propos, il ressort clairement que les protocoles, les restrictions, les décisions difficiles ne sont ni des caprices technocratiques ni du confort administratif.

Ce sont, à ce jour, les seules armes efficaces face à un virus qui menace une filière entière, et, à travers elle, une part essentielle de notre économie et de notre identité rurale.

Ces paroles de responsabilité, venues des deux premiers départements sévèrement touchés, je voulais vous les partager.

Je veux redire aussi que, dans cette crise, le Département du Doubs a fait un choix : celui d'être au côté de la profession qui se bat pour la protection sanitaire.

Quand d'autres préfèrent attiser les émotions, amplifier les peurs, semer le doute, le Département, lui, fait un autre choix : celui de l'utilité, pas celui du bruit.

Nous accompagnons, nous mobilisons notre Laboratoire vétérinaire départemental.

Nous avons également voté, je le rappelle, un soutien financier lors de notre précédente assemblée, le 17 novembre dernier.

Notre souci, en accord avec la profession, est d'être présent, au bon endroit, au bon moment, avec les bons moyens.

C'est comme cela que nous entendons assumer nos responsabilités.

Cher Philippe, toi qui représentes la Chambre d'Agriculture, et l'ensemble des éleveurs, des personnels je veux que tu transmettes ce message fort à celles et ceux qui font vivre notre agriculture.

Parce que c'est exactement cela, au fond, le sens de l'action publique.

Regarder la réalité en face, même quand le réel se fait dur.

Être là quand la société tremble.

Protéger quand la fragilité devient trop lourde pour être portée seule.

Et c'est exactement cette ligne que nous avons suivie pour construire ce budget 2026 !

Un budget lucide, solide, responsable.

Un budget qui refuse les illusions autant qu'il refuse de céder à la peur.

Un budget qui continue de porter nos priorités, même dans un environnement, où l'État nous annonce des contributions, dont personne, pas même lui, ne connaît encore les contours.

Je le dis avec gravité.

Les Départements qui ont géré leurs finances avec sérieux, ne peuvent pas être ceux que l'on vient solliciter d'abord.

La vertu budgétaire de ceux qui ont maîtrisé leurs dépenses, ne doit pas se transformer en pénalité.

La responsabilité ne doit jamais devenir une faiblesse.

Nous avons pris de fortes mesures de maîtrise depuis deux ans, et il serait inadmissible de nous en faire payer le prix aujourd'hui !

Pourtant, malgré ces lourdes incertitudes, nous faisons le choix d'avancer, en restant fidèle à nos engagements.

Nous avançons parce que nous avons un cap.

Nous avançons parce que notre action publique repose sur des choix assumés, réfléchis, cohérents.

Et nous avançons, parce que nous savons que, dans une période d'incertitudes et de craintes, c'est l'engagement local qui tient encore la République debout.

C'est particulièrement vrai pour la protection de l'enfance.

Un sujet où nous refusons à la fois la naïveté, l'inaction et les caricatures.

Ces dernières semaines, plusieurs affaires ont frappé l'opinion.

Ce reportage national sur la prostitution de mineurs confiés à l'Aide sociale à l'enfance ;

Ce jeune homme de huit ans, puni par une éducatrice qui lui a rasé les cheveux ;
Et ici, dans notre département, ces deux adolescents hospitalisés depuis quatre mois pour l'un, quatorze mois pour l'autre, dans l'unité de pédopsychiatrie de Saint-Jacques.
À chaque fois, la même musique revient :
Celle de la défaillance supposée de l'ASE,
Celle d'un système qui n'effectuerait pas son travail,
Celle d'un Département qui ne protégerait plus.

Face à ces jugements hâtifs, je veux d'abord dire ceci.
Quand un enfant va mal, quand un acte inacceptable est commis, quand une situation se dégrade, nous n'esquivons rien.
La protection de l'enfance demande une exigence absolue, une vigilance de chaque instant, un refus total de toute complaisance.
Nous la devons à ces enfants.
Nous la devons à leur dignité.
Mais je refuse que ces drames ou ces situations, aussi graves soient-ils, servent de carburant à un procès permanent contre l'Aide Sociale à l'Enfance et contre celles et ceux qui y travaillent.
J'invite plutôt chacun à regarder la vérité en face :

- Les professionnels ne sont pas responsables des violences commises par d'autres.
- Ils ne sont pas responsables de l'absence de solutions psychiatriques adaptées.
- Ils ne sont pas responsables du manque de places dans certains dispositifs nationaux.
- Ils ne sont pas responsables de la fragilité des familles, qui demeure la première réalité à regarder.

Ces deux jeunes hospitalisés à Besançon depuis des mois en sont l'illustration.
Le Département l'a dit avec l'ARS.
Ce ne sont pas des situations de désengagement, mais des situations d'une complexité extrême, où il faut trouver, parfois créer, des solutions spécialisées, adaptées, sécurisées.

Oui, nous partageons l'inquiétude des équipes hospitalières.
Oui, nous travaillons ensemble pour éviter qu'un service psychiatrique devienne un lieu de vie.
Mais, Non, la facilité de l'emploi de l'expression « carence du Département » ne tient pas face au réel.
95 % des mesures de placement sont exécutées.
89,5 millions d'euros seront engagés en 2026 pour accompagner les 1 536 jeunes qui nous sont confiés.
Plus de 2 500 informations préoccupantes ont déjà été analysées en 2025. Un chiffre en forte progression par rapport à l'an passé (+8.5 %).
225 assistants familiaux accompagneront près de 500 enfants.
Voilà la réalité !
Alors je le redis avec force :
Non, l'Aide Sociale à l'Enfance ne peut pas être le bouc émissaire commode d'une société où les difficultés s'accumulent en amont, chez les parents, dans la justice, dans la santé, dans l'école, dans la protection judiciaire de la jeunesse portée par l'Etat.
Et j'aimerais sincèrement que nous ayons collectivement le courage de regarder une autre vérité, trop longtemps occultée.
Le premier protecteur de l'enfant, ce sont ses parents.
Leur présence, leur stabilité, leurs fragilités, leurs absences même, ont une influence décisive, bien plus forte que celle de n'importe quelle institution.
Cette réalité doit enfin être intégrée dans l'évaluation des politiques publiques.

Car juger l'Aide Sociale à l'Enfance uniquement à l'aune de drames, c'est passer à côté de l'immense majorité de ce qui se fait bien.
Et qui se fait en silence.

J'aimerais aussi rappeler que pendant que certains pointent du doigt, nous, nous mettons la main à la pâte.

Nous agissons.

Nous créons des places.

100 places supplémentaires sont en cours de création avec la construction des deux villages d'enfants, à l'Isle sur le Doubs et sur le site de Besançon.

Ces 100 places nous permettront d'accueillir des fratries, d'éviter les ruptures, et ainsi leur offrir un avenir, dans un cadre sécurisé et apaisant.

Nous soutenons également les familles d'accueil.

Nous renforçons les équipes.

Nous adaptons les dispositifs.

Nous travaillons sans cesse avec les hôpitaux, avec l'ARS, avec les associations, pour éviter les ruptures de parcours.

Alors oui, nous refusons l'attaque facile.

Oui, nous assumons l'exigence.

Oui, nous disons que chaque jeune mérite une solution digne.

Et oui, nous continuerons à tenir un discours de vérité.

La protection de l'enfance est une mission immense, difficile, collective — et elle mérite mieux que les caricatures, les emballements médiatiques ou les procès expéditifs.

Car sur cette politique, comme sur les autres d'ailleurs, ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est la tentation du spectacle.

À ceux qui réclament un « choc de transparence », un « choc d'évaluation », un « choc de rationalisation », nous répondons calmement : la transparence, nous la pratiquons déjà.

Simplement, nous ne la pratiquons pas sur les réseaux sociaux, ni dans une logique de mise en scène.

Nous expliquons, nous dialoguons, nous rendons des comptes.

Mais nous le faisons d'abord auprès de celles et ceux qui sont concernés : les familles, les professionnels, les jeunes.

Une politique sociale n'est pas un argument de stratégie politique.

Elle se traite avec respect, avec rigueur, avec humanité.

Et c'est cela, finalement, le cœur de notre budget 2026.

C'est un acte d'espérance.

Une pierre concrète ajoutée à ce récit collectif local qui manque tant au pays.

Un récit que l'État ne porte plus vraiment, faute de lisibilité, faute de continuité, faute d'incarnation.

Mais nous, nous continuons d'agir.

Avec lucidité, avec solidité, avec fidélité à nos engagements.

Nous arrivons à ce rendez-vous budgétaire dans un moment où l'incertitude nationale est devenue un décor permanent.

Le projet de loi de finances flotte encore au Parlement.

Chacun pressent des contributions nouvelles, mais personne ne sait encore lesquelles, ni à quelle hauteur.

Pourtant, dans ce brouillard, le Doubs avance.

Et nous assumons pleinement ce choix.

Parce qu'un exécutif local n'a pas vocation à attendre que la météo nationale se stabilise.

Il a vocation à protéger son territoire, tenir son cap et donner confiance.

C'est pour cela que nous présentons notre budget dès ce mois de décembre.

Ce n'est pas un geste technique : c'est un acte politique.

La manière la plus nette de dire à nos communes, à nos associations, à nos entreprises, à nos habitants :

Vous pouvez compter sur nous. Nous continuons d'agir, nous assumons nos décisions, et nous maintenons le Doubs en mouvement.

Le budget que nous vous présentons — 676,5 millions d'euros — repose sur une ligne politique nette :

- maintenir un haut niveau de solidarité, parce qu'un Département se juge d'abord à la façon dont il protège les plus fragiles ;
- investir pour l'avenir, parce que dans un territoire comme le nôtre, renoncer à investir, ce serait commencer à décliner ;
- maîtriser nos dépenses, parce que la rigueur, c'est la liberté d'agir.

Et, disons-le, c'est cette ligne politique nette qui nous permet de porter, en 2026, près de 84 millions d'euros d'investissement.

C'est non seulement exceptionnel au regard du contexte budgétaire des départements, mais c'est aussi un choix courageux.

Car faire ce choix, c'est affirmer que nos collèges, nos routes, nos transitions, nos projets locaux, et ceux du bloc communal, tout cela continue.

Faire ce choix, c'est rappeler que nous refusons d'entrer dans la parenthèse du renoncement ou dans la logique de la France des moins.

Ce budget n'est donc pas un acte de gestion.

C'est une déclaration d'intention, d'action, de responsabilité et de fidélité à la mission qui nous a été confiée.

Dans un moment où la tentation du repli existe, nous faisons le choix de la constance, de la proximité, de l'engagement.

Parce que nous savons que les Départements — et avec eux, le bloc communal — tiennent encore la République debout.

Ensemble, nous sommes ceux qui voient les habitants, pas les statistiques.

Nous sommes ceux qui répondent, pas ceux qui commentent.

Nous sommes ceux qui réparent, qui accompagnent, qui protègent.

Et c'est pour cela que l'acte de décentralisation, que le premier ministre appelle de ses vœux, n'est pas un luxe institutionnel, mais une nécessité démocratique.

Parce que les besoins des Français sont locaux.

Parce que leur confiance se reconstruit localement.

Parce que leur attachement à la République passe d'abord par celles et ceux qui, chaque jour, font vivre les solidarités, les routes, les collèges, les protections, les soins, les accompagnements.

Alors oui, ce budget 2026 est un acte politique.

Une réponse à l'obscurité qui avance.

Une affirmation que le mouvement est toujours possible.

Une manière de dire que le récit collectif ne doit pas mourir.

Nous avons besoin d'un récit qui rassemble.

Un récit qui apaise.

Un récit qui donne envie d'avancer.

Vers le mieux !

Et c'est exactement ce que dit ce budget.

Silencieusement, mais fermement.

Dans un moment où tant de choses vacillent, où les certitudes s'effritent, où les extrêmes prospèrent sur les peurs, nous faisons un choix simple :

Continuer d'être utiles.

Continuer d'agir.

Continuer d'éclairer ce qui peut l'être.

Notre rôle est de faire en sorte que la lumière ne recule pas.

Ni aujourd'hui.

Ni demain.

Je vous remercie.